

21 avril 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe du Président de la République et du Premier ministre libanais Nawaf Salam.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Président du Conseil des ministres,  
Monsieur le ministre,  
Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités.

Je veux tout d'abord remercier chaleureusement le Premier ministre, Président du Conseil des ministres du Liban d'être venu aujourd'hui à Paris en cette période d'épreuve pour le peuple libanais.

L'obtention d'un cessez-le-feu temporaire il y a quelques jours est un soulagement après plusieurs semaines d'un conflit meurtrier que le Liban et les Libanais n'ont pas souhaité. Je tiens à cet égard à saluer la mobilisation des États-Unis et de plusieurs États de la région. C'est aussi la preuve que l'approche courageuse poursuivie par votre gouvernement est la bonne. C'est la voie diplomatique, avec les discussions directes que le Liban a proposé de tenir avec Israël et que la France a appuyées sans réserve, qui peut apporter des résultats tangibles pour les Libanaises et les Libanais.

Je veux ici aussi saluer les décisions historiques prises par le président et par votre gouvernement pour établir la souveraineté de l'État sur l'ensemble de son territoire, ainsi que votre engagement résolu en faveur des réformes, malgré les défis exacerbés. C'est nécessaire à toutes les composantes du peuple libanais.

La priorité aujourd'hui est d'œuvrer ensemble à la consolidation de cette trêve, qui demeure fragile, nous le savons. La France le sait, et elle l'a ressenti aussi dans sa chair, puisqu'elle a perdu l'un de ses enfants, l'adjudant Florian Montorio, samedi, dans une attaque inacceptable contre la FINUL, dont tout porte à croire que la responsabilité incombe au Hezbollah et pour laquelle nous attendons que les perpétrateurs soient arrêtés et traduits en justice.

Des mécanismes existent pour assurer la mise en œuvre du cessez-le-feu, ils doivent être réactivés, et la trêve devra être étendue afin de permettre l'amorce d'une véritable dynamique de stabilisation. Mais cette stabilisation durable du Liban et de la région ne pourra passer que par un retrait israélien du territoire libanais, un désarmement du Hezbollah par les Libanais eux-mêmes, avec le soutien de la Communauté internationale, et la reconstruction du Liban, en particulier du Sud-Liban, afin de permettre le retour de l'ensemble des déplacés.

Cela implique que le Hezbollah, qui, je le rappelle, a fait une erreur stratégique majeure en entraînant le Liban dans la guerre, cesse de viser Israël et de prétendre se substituer à l'État dans l'exercice de ses prérogatives. Cela implique aussi qu'Israël renonce à ses visées territoriales et comprenne que la condition de sa sécurité est un État libanais fort et non une politique du chaos. La seule voie pour cela est celle d'un accord politique entre Israël et le Liban qui garantisse la sécurité des deux pays, l'intégrité territoriale du Liban et pose les jalons de la normalisation de leurs relations.

Monsieur le président du Conseil des ministres, comme elle l'a toujours fait et le fera toujours, la France, vous le savez, se tiendra aux côtés du Liban dans ces prochaines étapes. La France vous soutient dans vos efforts pour répondre à la crise humanitaire et aux besoins des populations déplacées. Nous avons à cet égard engagé une aide humanitaire d'urgence afin de répondre aux besoins les plus immédiats de la population civile. Nous avons déjà acheminé jusqu'à l'aéroport de Beyrouth soixante tonnes de fret humanitaire, nous participons activement au pont humanitaire euro-arabe qui s'est mis en place et par le biais duquel nous acheminerons dans quelques jours près de dix tonnes de matériel humanitaire supplémentaire. Nous poursuivrons cet effort et nous sommes également à l'initiative pour que la FINUL puisse intensifier son soutien aux opérations humanitaires au Sud-Liban.

Dans cette période difficile, nous devons aussi préserver l'avenir et la résilience du Liban face aux défis considérables auxquels il fait face. La France s'engagera pour la reconstruction des zones touchées par les bombardements. L'avenir, c'est aussi la jeunesse. Nous poursuivrons notre appui au fonds d'urgence pour l'éducation qui a été mis en place. Nous avons aussi décidé plusieurs réformes importantes pour permettre aux étudiants libanais, aux élèves libanais de poursuivre dans les meilleures conditions possibles leur scolarité et être accueillis aussi dans nos universités.

La France apporte aussi son soutien aux forces armées et aux forces de sécurité libanaises, y compris à travers son déploiement au sein de la FINUL. Nous avons tous conscience aujourd'hui plus que jamais de la nécessité que l'État libanais puisse exercer pleinement ses missions de souveraineté. Le monopole des armes ne se fera pas d'un coup de baguette magique, il s'inscrira dans une stratégie politique d'ensemble, mais il faut relancer les efforts en ce sens. Nous nous tiendrons prêts à y apporter un appui concret avec nos partenaires régionaux et internationaux en reprogrammant la conférence de soutien aux forces armées et aux forces de sécurité libanaises dès que vous le jugerez utile. Si c'est le souhait du Liban, la France se tient également prête à maintenir son engagement sur le terrain après le départ programmé de la FINUL à la fin de l'année, aux côtés de ses partenaires les plus mobilisés et dans un cadre qu'il nous faudra définir ensemble.

Monsieur le Président du Conseil des ministres, vous pourrez compter sur le soutien de la France, car nous croyons dans la pertinence de votre action. La France a toujours été présente aux côtés du Liban, dans les moments critiques de son histoire, et elle continuera de l'être. Merci encore d'être aujourd'hui à Paris. Merci encore pour l'action, de chaque jour, courageuse que vous conduisez et continuez de conduire pour votre pays. Vous nous savez à vos côtés.

*[Intervention du Premier ministre libanais]*

Journaliste

J'ai deux questions pour le Président Macron et une pour le Premier ministre Salam. Monsieur le Président, est-ce que vous croyez en un désarmement du Hezbollah par la force, qu'il soit mené par l'armée libanaise ou par l'armée israélienne ? Ma deuxième question, est-ce que vous pouvez clarifier la position de la France sur une suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël parce que jusqu'à maintenant, la France n'a pas émis, je dirais, d'avis clair. Est-ce que la France soutient une telle suspension ou pas ? Et puis pour vous, Monsieur le Premier ministre, pourquoi est-ce que les autorités libanaises paraissent aussi timides à déployer les FAL, les Forces armées libanaises, au sud du Liban, non pas dans la zone occupée aujourd'hui par Israël, mais au nord, aux côtés de la population, alors que vous répétez, et le Président vous y a engagé, et vous-même vous le répétez, que le Liban veut recouvrer la souveraineté sur l'ensemble de son territoire ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour votre première question. Nous croyons dans un désarmement du Hezbollah par les forces armées libanaises et c'est ce principe qui doit être ici reposé. Le président Aoun, dès son élection, avec beaucoup de force, a indiqué que le monopole des armes revenait à l'État libanais à juste titre. Il l'a assumé. Le gouvernement le met en œuvre. Les Forces armées libanaises ont à le déployer. Je sais une chose, c'est qu'aussi longtemps qu'il y a une force qui occupe le territoire libanais ou qui bombarde, elle affaiblit la capacité à désarmer le Hezbollah dans la durée. L'histoire récente l'a montré.

Il appartient ensuite aux autorités libanaises, politiques et militaires, de définir le chemin pour ce désarmement. De vive force par la négociation, par le réengagement des uns et des autres. Ce n'est pas à la France ou à qui que ce soit de le faire, mais je crois, oui, dans la capacité à désarmer le Hezbollah, si c'est dans la main des autorités libanaises et des Forces armées libanaises.

Pour ce qui est de l'accord d'association avec Israël, je vais ici dire des choses simples. La France est attachée à Israël, son existence, sa sécurité, la sécurité des populations israéliennes, de son peuple. Dans le même temps, nous avons condamné très clairement dès le début ce qui était fait à Gaza, ce qui continue d'être fait en Cisjordanie et la violation de la souveraineté territoriale du Liban, de même que des choix massifs qui ont été pris ces derniers mois par le gouvernement israélien. Ce contexte rend légitime l'interrogation et un travail que nous devons mener en Européens sur la suite de cet accord d'association. Il est évident que si Israël continue cette politique qui, au fond, contrevient à son histoire même, nous ne pouvons pas faire comme si de rien n'était.

Maintenant, j'attends aussi les prochaines semaines. Ce n'est pas dans le moment où, il y a quelques jours, Israël a accepté un cessez-le-feu pour le Liban, s'est engagé dans des discussions, qu'il me semble qu'il faille précipiter une confrontation. Mais je pense que c'est une interrogation légitime, et la France, au moment venu, clarification étant faite des choix à venir dans les prochaines semaines que fera Israël sur ces grands dossiers, eh bien, nous aurons à nous coordonner avec nos partenaires européens pour voir l'avenir qu'on donne à cet accord. Mais les choses ne peuvent pas continuer comme il y a quelques années, d'évidence. Maintenant, je regarde avec confiance les prochains jours et les prochaines semaines. Il y a un cessez-le-feu, c'est un acquis important. Il y a des discussions qui vont se mener, et nous souhaitons qu'elles se passent dans les meilleures conditions possibles. Donc, je souhaite plutôt, je m'arrêterai là, qu'Israël se réengage sur la seule voie pour sa propre sécurité et son intérêt, qui est une voie de respect de la souveraineté des États voisins et une voie de l'apaisement.

*[Intervention du Premier ministre libanais]*

Journaliste

C'est une question adressée à vous deux. Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, la situation reste très dangereuse au Liban et tant que le cessez-le-feu n'est pas consolidé. Parallèlement aux discussions qui se tiennent à Washington, que va faire la France, justement, pour les grands sujets que vous avez cités tout à l'heure, c'est-à-dire accompagner la conférence pour les FAL, le retour des déplacés au Sud-Liban, la conférence de la reconstruction et, surtout, le retrait israélien du Sud-Liban ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Vous avez raison de dire combien la situation demeure fragile et préoccupante. La France, comme je l'ai dit, est aux côtés du Liban, d'abord pour apporter de l'aide humanitaire, ce que nous allons continuer de faire, et aussi assurer le travail humanitaire qui est une des missions, je le rappelle, de nos forces au sein de la FINUL. Ensuite, nous allons aider, d'autant que nous pouvons le gouvernement libanais à préparer aussi ces discussions et à bâtir l'indispensable plan pour recouvrer la pleine souveraineté.

Puis nous comptons évidemment, comme je l'ai dit, réorganiser cette conférence de soutien aux forces armées libanaises dès qu'elle sera utile en fonction de l'évolution, évidemment, de ces discussions. Nous aurons à organiser la conférence sur la reconstruction. Donc nous continuerons, en quelque sorte, d'être des partenaires actifs sur toutes les politiques qui sont les nôtres, l'humanitaire, l'école, le soutien à la santé, la présence au sein de la FINUL. Nous serons un partenaire pour aider à construire le plan souverain que les autorités libanaises doivent faire pour elles-mêmes. Nous continuerons de mobiliser la communauté internationale, à la fois les régionaux, mais aussi la communauté au grand large, pour venir en soutien du Liban à la fois sur les questions militaires et les questions de reconstruction en particulier dans le Sud. Tout ça doit venir phaser en quelque sorte les prochaines semaines et les prochains mois et accompagner l'action que conduira le gouvernement comme les forces armées.

*[Intervention du Premier ministre libanais]*

Journaliste

Avec le cessez-le-feu qui expire entre les États-Unis et l'Iran très bientôt, craignez-vous tous les deux un embrasement régional ? Et deuxième question, on a quand même le fort sentiment que les Israéliens et les Américains souhaitent écarter la France, mais aussi les Européens des discussions en vue d'une paix au Liban. La France craint-elle, par exemple, d'être exclue du mécanisme de surveillance de l'application d'un cessez-le-feu. Monsieur le Premier ministre, pensez-vous que l'Europe doit être impliquée davantage dans les discussions de paix pour le Liban ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, vous avez raison de dire qu'il y a des délais qui expirent dans les prochains jours. Ceci rend d'autant plus importante l'avancée des négociations qui ont été prévues dans ce cadre et que nous encourageons. Néanmoins, je pense qu'il est indispensable que la situation qui a été consolidée et qui demeure, ça a été rappelé, nous venons de le dire, très fragile, puisse perdurer, parce que ces sujets ne seront pas réglés en quelques heures ou quelques jours. Donc, nous demeurons vigilants, mobilisés, mais je pense que l'intérêt de tous conduit à penser qu'il faut se donner du temps à la négociation et ne pas précipiter les choses, ou laisser la guerre reprendre ses droits.

Pour le reste, nous sommes très pragmatiques. On a, sur la situation dans la région, la même position depuis le début. Elle est invariante, invariée et elle le demeurera parce que je pense qu'elle est de bon sens. Nous croyons au droit international, nous défendons nos compatriotes et nos intérêts et nos emprises. Nous sommes aux côtés de nos partenaires pour leur défense et nous œuvrons pour la stabilité de la région, le respect de la souveraineté de chacun et de leur intégrité territoriale et la liberté de navigation. Ce catalogue pourrait sembler assez simple, mais au fond, il donne un guide d'action qui devient assez singulier dans le contexte que nous vivons. C'est celui que nous suivons avec constance parce que je pense que c'est le seul qui permet de mettre fin à la guerre actuelle et surtout qui permet d'avoir la stabilité dans l'avenir.

Pour le reste, les formats de discussion : être autour d'une table, pas autour d'une table et autres, me paraissent des questions plutôt secondaires. À chaque fois que nous agissons, pour notre part, nous essayons d'avoir tout le monde autour de la table, comme on l'a fait vendredi dernier en réunissant 49 États pour la réouverture d'Ormuz. Je pense que c'est mieux quand on fait travailler tout le monde, et donc je pense que l'intérêt du Liban, c'est en particulier beaucoup des États voisins et des États de la région soient engagés dans cette discussion pour qu'ils puissent y prendre leur juste place. La France n'a pas besoin d'être à une table où qu'elle soit pour être aux côtés du Liban. Ce n'est pas conditionné, ce n'est pas un format de négociation, comme on appelle ça. L'amitié n'a pas de table.

*[Intervention du Premier ministre libanais]*

Journaliste

Ma question, comme les questions de mes collègues, s'adressent au Président de la République et au Premier ministre libanais. En termes de délai, on connaît les longueurs des enquêtes au Liban. Est-ce que vous avez abordé cette question ? Est-ce que le drame qui a coûté la vie au soldat français de la FINUL, est-ce qu'on peut espérer des délais plus courts que d'autres affaires pour ne pas citer le procès ou l'enquête sur la question du port ? Deuxième volet de ma question : l'avenir de la FINUL ou la FINUL 2, si l'on veut. Est-ce que vous avez un peu plus de précisions à donner, pas maintenant, mais un peu plus tard, sur la formule, et surtout si la présence française sera plus importante en nombre et au niveau de l'organisation et du fonctionnement ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Je laisserai le Président du Conseil et le ministre s'exprimer sur la première question, même si je redis ici combien nous, nous attendons en effet clarté et célérité pour que les coupables soient retrouvés, jugés et que justice soit faite pour notre soldat.

Sur l'avenir de la FINUL, il est sans doute trop tôt pour en parler. La France reste engagée dans la FINUL dans toutes les missions qui sont prévues par la résolution pour celle-ci. C'est d'ailleurs dans ce cadre que nos soldats ont été attaqués, en exerçant strictement leur mission, en coordination étroite avec les forces armées libanaises. Pour l'avenir, il est évident qu'il faudra pour la sécurité et la stabilité du Liban une autre forme. Y aura-t-il un consensus pour que les Nations unies donnent un nouveau mandat ? Je constate avec joie et satisfaction que les États-Unis d'Amérique se penchent sur le berceau libanais, qu'ils nous aident à négocier une nouvelle résolution pour avoir un avenir pour cette FINUL ou une nouvelle version.

Si ce n'était pas la volonté des uns et des autres, il appartiendrait d'abord aux autorités libanaises de définir leurs besoins et de structurer ce qu'une force internationale pourrait faire aux côtés des forces armées libanaises. C'est dans ce cadre, s'appuyant sur l'expression de ces besoins, et dans une telle discussion, qu'on aura à bâtir, en effet, les choses. Le Liban pourra compter sur la France, oui, et les modalités, nous les définirons avec le gouvernement libanais dans ce contexte.

*[Intervention du Premier ministre libanais]*

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs. Merci au président du Conseil.